Sources de données publiques sur le secteur des organismes sans but lucratif au Canada

Document de travail

par

Paul Reed et Valerie Howe
Statistique Canada et Université Carleton

1998

75F0048MIF - No 01

ISBN: 0-662-86806-4

Table des matières

1. Introduction
2. Contexte
3. Méthodologie
4. Conclusions
5. Sources de données du secteur des organismes sans but lucratif : le défi d'un ensemble commun
6. Observations sur les données et les renseignements concernant le secteur des organismes sans but lucratif
7. Inventaire des fichiers de données publiques concernant le secteur des organismes sans but lucratif

Le présent rapport fait partie d'une série comprise dans le Projet de base de connaissances sur le secteur sans but lucratif.

Les auteurs attendent vos observations et vos suggestions. On peut les joindre au :

N° de téléphone : (613) 951-8217
N° de télécopieur : (613) 951-6313
Courriel : reedpau@statcan.ca

Remerciements

Le présent rapport a profité des commentaires et des suggestions de Jacquelyn Scott, Michael Sheridan, Abraham Tarasofsky, Stewart Wells et Martin Wilk. Nous les remercions de leur contribution. Des remerciements vont aussi à Marie Saumure pour sa contribution précieuse à la préparation du présent rapport.

AVERTISSEMENT

Les points de vue et les opinions exprimés dans le présent rapport ne reflètent pas nécessairement les politiques ou les positions des organismes parrains.

1. Introduction

Au milieu de 1997, des travaux ont été entrepris dans le cadre du Projet de base de connaissances sur le secteur sans but lucratif, en vue de localiser et de documenter les sources de données au Canada concernant le secteur bénévole, particulièrement celles disponibles dans le public. La justification était simple : pour comprendre et renforcer le secteur bénévole, nous avons besoin d'une somme importante (mais difficile à quantifier) de données et de renseignements empiriques, afin d'appuyer les généralisations, les inférences, les décisions et les mesures à prendre. Comme l'avait fait Brian Roadhouse dans sa liste des activités de recherche portant sur le secteur sans but lucratif (Inventory of Canadian Research on the Third Sector), pour le compte des Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques, en 1996, notre initiative permettra de documenter les sources de données généralement disponibles ou accessibles, jusqu'en 1998.

2. Contexte

Tout au long des années 90, le secteur bénévole est passé de l'arrière-plan parmi les composantes institutionnelles de notre société à une position intermédiaire. Il prend de plus en plus de place dans les politiques gouvernementales, de même que dans les débats publics plus larges. Cette transition est le fait notamment de l'impulsion de tous les gouvernements vers une diminution des effectifs et le délestage, et de l'idéalisme qui entoure l'action communautaire. Étant donné que l'attention qui est accordée aux organismes bénévoles, tant individuellement que collectivement, a augmenté, les débats publics ont à plusieurs reprises mis l'accent sur des questions comme : i) les raisons pour lesquelles le secteur bénévole devrait être pris plus au sérieux (presque exclusivement du point de vue de l'ampleur théorique de sa contribution économique); ii) la vérification de la capacité du secteur de prendre en charge des tâches traditionnellement effectuées par des institutions d'État et de trouver des façons d'accroître cette capacité; iii) la détermination du caractère ou du mode de fonctionnement du secteur, qui le différencie des autres secteurs principaux de notre société; iv) la détermination des répercussions ou des conséquences des activités du secteur; et v) des solutions aux défis constants que présente la recherche de ressources suffisantes. Ces questions ont en commun qu'elles nécessitent des données fiables qui serviront de base à une discussion éclairée et, comme le fait ressortir le présent rapport, elles mettent en relief avec acuité la rareté des données de ce type.

3. Méthodologie

La préparation du présent rapport et d'un inventaire des données comportait un objectif double : créer un guide concernant les données sur le secteur bénévole pouvant être utilisé à peu de frais par n'importe qui et, ce faisant, dresser un tableau de la portée des ressources disponibles concernant le secteur. Outre l'accessibilité publique à un coût raisonnable, le seul autre critère qui a présidé à notre recherche était que les données, tant quantitatives que qualitatives, soient de qualité acceptable et suffisamment détaillées et robustes pour permettre une analyse secondaire utile. Au départ, nous nous attendions à ce que cet exercice de catalogage englobe le secteur sans but lucratif, y compris les sous-secteurs du bénévolat et des organismes de bienfaisance, et permette la production d'un inventaire de profils uniformes, pour à peu près 40 à 50 fichiers de données, c'est-à-dire un aperçu de l'endroit où les données sont produites et de la façon dont elles le sont, ainsi que de la pertinence des données par rapport aux besoins établis. Le plan prévoyait l'intégration des fichiers proprement dits dans le site Internet du Centre canadien de philanthropie, en vue d'en faciliter l'accès et l'utilisation.

Les résultats, comme nous le montrerons ci-dessous, ont différé considérablement des attentes.

Nous avons mené un processus de recherche systématique, qui nous a permis d'entrer en rapport avec plusieurs centaines d'organismes et de personnes. Dans de nombreux cas, cela a nécessité des démarches répétées, en vue de joindre la personne compétente et d'obtenir les renseignements appropriés. Parmi les grandes catégories de sources possibles de données figuraient les suivantes :

- ministères fédéraux et provinciaux dont les responsabilités englobent le secteur sans but lucratif, et plus particulièrement sa composante de bénévolat ou les renseignements qui la concernent (par exemple, DRHC; Patrimoine canadien; Citoyenneté et Immigration; Revenu Canada; Statistique Canada, ministère des Affaires civiques, de la Culture et des Loisirs de l'Ontario);

- organismes à but lucratif de sondage et de recherche sur l'opinion publique (par exemple, Environics; Angus Reid; Goldfarb; Decima; Ekos);

- sièges sociaux d'organismes bénévoles et de bienfaisance importants (par exemple, Centraide; Centre canadien de philanthropie; Coalition des organisations nationales volontaires; Société canadienne du cancer; et autres);

- centres de recherches universitaires et centres de documentation sur les sciences sociales (par exemple, Institute for Social Research de l'Université York et Library Data Centre de l'Université Carleton);

- départements d'universités offrant des programmes sur les activités et les organismes bénévoles;

- conseils de planification sociale de villes importantes (par exemple, Grand Toronto; Vancouver (C.-B.); Ottawa; Edmonton);

- bureaux principaux d'organisations religieuses (par exemple, Église unie du Canada; Conseil canadien des Églises; etc.);

- organismes qui utilisent beaucoup les données (par exemple, Canada West Foundation; Conseil canadien de développement social; Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques; Centre ontarien d'information en prévention; Institut Vanier);

- chercheurs connus du secteur bénévole et autres informateurs clés;

- sites Internet d'organismes susceptibles de détenir des données, au Canada, de même qu'aux États-Unis et au Royaume-Uni.

4. Conclusions

Au total, 33 enquêtes ont été réalisées entre 1980 et 1998, et portaient exclusivement sur un aspect particulier du secteur bénévole ou comprenaient un nombre limité de questions sur des caractéristiques particulières (la plupart du temps sur l'incidence du bénévolat et sur le temps consacré à cette activité), et ont donné lieu à un fichier de données. Nombre d'entre elles semblaient avoir une valeur relative du fait qu'elles comprenaient trop peu de questions pour permettre une analyse valable. Dans

d'autres cas, la plupart du temps lorsque les données étaient produites par un organisme privé, les données n'étaient tout simplement pas disponibles dans le public, du fait de leur coût élevé ou parce qu'elles appartenaient à quelqu'un. Sur les 33 enquêtes, 14 seulement ont produit des données du domaine public se prêtant à une analyse secondaire. De ce nombre, 11 ont été réalisées par Statistique Canada, deux par Revenu Canada et une, l'Enquête mondiale sur les valeurs, par un consortium de chercheurs universitaires. Les éléments importants de ces 14 fichiers de données sont documentés dans l'inventaire. La plupart des 19 autres fichiers de données ont été produits par des entreprises de sondage privées, qui offrent des services d'analyse à partir de leurs données (mais non pas nécessairement l'accès aux données proprement dites), moyennant généralement des frais élevés de l'ordre de plus de 20 000 $. Les descriptions de la plupart de ces fichiers sont mises à la disposition des acheteurs potentiels uniquement, mais la majorité des fichiers semblent comporter tout au plus une somme modeste de données utiles pour la recherche concernant le secteur des organismes sans but lucratif.

Tous les fichiers de données compris dans l'inventaire sont de qualité statistique reconnue, et généralement élevée, et tous reposent sur des échantillons assez larges. (Le Registre national des organismes de bienfaisance représente par définition une population complète plutôt qu'un échantillon.) Certains des fichiers de données à grande diffusion de Statistique Canada, de même que les statistiques fiscales sur les particuliers de Revenu Canada, ne sont pas transférables et ne peuvent faire l'objet que d'une analyse statistique selon les spécifications des chercheurs de l'institution qui les détient. Exception faite de l'Enquête mondiale sur les valeurs, on peut acquérir chacun de ces fichiers de données (ou des totalisations/analyses personnalisées dans les cas où les fichiers ne sont pas fournis) à un coût modéré, de l'ordre de 500 $ à 2 000 $ dans la plupart des cas. On peut obtenir des totalisations personnalisées à partir de la Base de données administratives et longitudinales à partir de 2000 $; le fichier de données de l'Enquête sur les dépenses des familles coûte 3 000 $; et les analyses personnalisées à partir des données des déclarants coûtent 4 000 $ et plus. Treize des 14 fichiers de données concernent des personnes, et un seul (le Registre national des organismes de bienfaisance) comprend des renseignements sur les organismes.

Le processus de compilation d'un inventaire de fichiers de données accessibles sur le secteur des organismes sans but lucratif a été instructif. Nous avons découvert, mise à part la rareté surprenante des données, les éléments suivants :

- il existe une indifférence marquée à l'intérieur du secteur quant au partage des données — les données sont échangées principalement par la voie de rapports imprimés concernant les conclusions d'une enquête, mais pas en tant que telles;
- même si des efforts conjoints sont déployés à l'occasion pour produire des études sur des sujets qui préoccupent le secteur dans l'immédiat, il n'existe à peu près pas d'effort de collaboration pour créer et diffuser des données comportant un grand intérêt général;
- un certain nombre de fichiers de données créés n'ont pu être retrouvés ni consultés parce que personne (ni particulier, ni organisme) ne considérait en avoir la responsabilité, ou parce que les données étaient inutilisables du fait de l'impossibilité de localiser la documentation d'appui nécessaire.

En résumé, le climat qui semble prévaloir en est un où les organismes et les particuliers se perçoivent comme des consommateurs de données et d'information, mais se sentent peu obligés d'appuyer activement la production, la distribution ou l'archivage de ces données et de cette information. Sauf lorsque les données ou l'information répondent directement et de façon particulière aux objectifs d'un organisme, il existe un manque d'intérêt, et parfois même une absence manifeste de volonté, en vue d'agir de façon concertée pour créer des ressources communes de données. La situation précaire des ressources dans la plupart des organismes du secteur sans but lucratif n'explique qu'en partie cette situation.

5. Sources de données du secteur des organismes sans but lucratif : le défi d'un ensemble commun

L'inventaire fait ressortir clairement le nombre extrêmement limité de données disponibles dans le public pour les composantes des organismes de bienfaisance et du bénévolat du secteur des organismes sans but lucratif. La rareté des sources de données peut être due au fait qu'aucun organisme ne possède à lui seul les fonds, les compétences, l'expérience ainsi que la vision et la compréhension nécessaires du secteur pour générer, analyser et diffuser des données, ou encore au fait qu'on n'est généralement pas au courant que les données et les renseignements constituent une ressource commune stratégique. Tout comme le bien-être des collectivités était, par le passé, étroitement lié à la création et à la gestion efficace d'un « patrimoine » (par exemple, des pâturages communs), il est essentiel de reconnaître dans l'ensemble du secteur la nécessité fondamentale d'une infrastructure ou d'un ensemble communs de données et d'information prenant la forme d'une série exhaustive et permanente d'activités qui, au fil des ans, permettront de créer un bassin cohérent de ressources d'information pour le secteur. Cet ensemble commun peut être obtenu grâce au regroupement des ressources et des énergies au sein des organismes

du secteur, en vue de mener à bien cette tâche, ou encore par l'acquisition de ressources externes, en vue de faire effectuer le travail par un ou deux grands organismes. C'est peut-être d'une combinaison de ces deux éléments que nous avons besoin. Ce n'est pas tant la façon d'atteindre le but qui importe, mais plutôt la nécessité de reconnaître qu'une telle initiative profitera à l'ensemble de la société canadienne, de même qu'au secteur bénévole et à nombre des organismes qui le constituent.

6. Observations sur les données et les renseignements concernant le secteur des organismes sans but lucratif

Malgré l'infrastructure limitée de données du secteur, ce dernier n'est pas entièrement dépourvu de renseignements quantitatifs. Nous avons déterminé qu'il est dans l'intérêt du public de commenter de façon générale les caractéristiques et les sources de ces données.

Afin d'avoir un meilleur aperçu des secteurs où il existe des filons importants d'information, ceux où les filons sont plus ténus, et ceux encore où les données sont rares, il convient d'organiser les documents disponibles en fonction des principaux acteurs et activités du secteur. À cette fin, nous avons déterminé neuf domaines. Cela permet aux utilisateurs possibles des données de comparer les secteurs possibles d'information et les sujets pour lesquels des données sont réellement produites et disponibles dans le public.

Les sujets qui feront l'objet d'observations sont les suivants :

a) le secteur dans son ensemble; ses différents aspects et son profil, sa taille, sa productivité, ses ressources et son rôle;

b) les organismes qui constituent le secteur; leurs caractéristiques distinctives, leurs éléments communs et leur diversité, leurs budgets, activités, structure et cultures;

c) les gouvernements à tous les niveaux; à la fois comme responsables du financement, de la réglementation et de l'établissement des politiques, mais aussi comme responsables de la collecte et de la diffusion des données;

d) les personnes qui font du bénévolat dans les organismes du secteur; les types de travail bénévole, la quantité et la valeur du travail, les enjeux entourant le bénévolat et la gestion du travail bénévole;

e) les personnes qui donnent de l'argent aux organismes du secteur; les facteurs qui contribuent à susciter les dons, les tendances en matière de dons, l'utilisation des dons, les catégories de dons;

f) le bénévolat dans les entreprises ou par des groupes ou la promotion du bénévolat auprès des employés; les incitatifs ou les récompenses, les efforts en vue d'encourager le bénévolat dans l'entreprise;

g) les dons d'entreprises ou de groupes ou la promotion des dons par les employés; les efforts en vue d'encourager les dons dans les entreprises, y compris les mesures fiscales;

h) la société; plus particulièrement les besoins et les ressources au niveau social, les tendances démographiques, sociales et culturelles qui ont des répercussions sur les besoins et des comportements comme le bénévolat et le don, l'appui du secteur et de ses organismes, les services informels;

i) les collectivités; leurs besoins et leurs ressources, les vérifications communautaires, les facteurs démographiques, économiques et autres qui influent sur le rôle des organismes du secteur à l'intérieur de collectivités données (les fondations et les organismes communautaires peuvent être perçus ici comme des intermédiaires).

A. Le secteur

L'une des principales sources de renseignements sur la structure générale du secteur est la base de données des déclarations de revenu des organismes de bienfaisance maintenue par la Division des organismes de bienfaisance de Revenu Canada. Il s'agit évidemment d'une

approximation relativement appropriée du secteur dans son ensemble[1]. Depuis 1993, Revenu Canada exige également des autres organismes sans but lucratif qu'ils produisent une déclaration tous les ans (formulaire T1044), mais seulement quelques-uns de ces organismes l'avaient fait en 1996 (environ 5 000), alors que les organismes de cette catégorie devraient être aussi nombreux que les organismes de bienfaisance enregistrés. (Day et Devlin, 1997; Quarter, 1992). Les données de ces déclarations ne sont pas publiques pour le moment, même si Day et Devlin (1997) ont examiné certaines données agrégées et en ont rendu compte.

Comme nous l'ont démontré Sharpe (1994), ainsi que Day et Devlin (1997), les données de Revenu Canada sur les organismes de bienfaisance enregistrés comportent un certain nombre de problèmes : les organismes sont classés dans une catégorie seulement, alors qu'ils peuvent avoir des activités dans plusieurs domaines; ils sont catégorisés selon les précisions fournies au moment de leur enregistrement, peu importe les changements qui sont survenus par la suite; les fondations sont incluses avec les autres organismes de bienfaisance, ce qui signifie que les sommes qui sont recueillies par l'entremise de fondations peuvent être comptabilisées deux fois; les catégories sont périmées et il n'en existe aucune pour les organismes environnementaux, par exemple, ce qui fait que plus de la moitié des organismes figurent dans la catégorie « Autres ». Par ailleurs, de nombreux organismes ne fournissent pas tous les renseignements nécessaires, d'autres ne produisent pas de déclaration sur une base régulière, et de nombreux fournissent des renseignements qui comprennent des erreurs de calcul.

Par défaut, si ce n'est à dessein, le rôle que joue Revenu Canada quant à l'octroi du statut d'organisme de bienfaisance a eu des répercussions considérables sur la façon dont le secteur des organismes sans but lucratif est défini. Outre les nombreux organismes philanthropiques, le secteur est généralement considéré comme incluant les groupements religieux, les hôpitaux, les universités, les organismes à vocation culturelle et artistique et les organismes qui se consacrent au patrimoine, qui sont tous considérés comme des organismes de bienfaisance; la plupart des groupes politiques ou des groupes ou coopératives d'intervention, par exemple, étant exclus. Même si les organismes de bienfaisance non

---

[1] Pour être enregistré comme organisme de bienfaisance, un organisme doit fournir des prestations ou des services qui sont compris dans un ensemble de catégories, et ne doit pas consacrer plus de 20 % de ses revenus à des activités autres que celles liées au versement de ces prestations. Le processus d'enregistrement est long, et les organismes qui correspondent à cette description n'ont pas à se faire enregistrer s'ils ne sollicitent pas de dons ou s'ils peuvent recevoir des dons exonérés en vertu des liens les unissant à un autre organisme de bienfaisance enregistré.

enregistrés peuvent de façon générale être considérés comme faisant partie du secteur, nous savons peu de choses à leur sujet, du fait de la nature des données disponibles dans le public. Nombre de ces organismes peuvent être des groupes locaux ou informels qui ont des préoccupations particulières; ils peuvent aussi avoir pour but de recueillir des données ou de tenter d'influencer les décisions au niveau local, ou encore de fournir des ressources ou des services communautaires. Certains sont des groupes d'entraide, par exemple, des groupes de personnes qui sont dans la même situation ou éprouvent les mêmes difficultés, comme les chefs de familles monoparentales ou les personnes qui souffrent d'une maladie. De façon générale, le secteur est défini du point de vue des organismes, et les organismes au sujet desquels nous avons des données sont tous enregistrés. Il importe toutefois de se rappeler que le secteur ne se réduit pas à des organismes. Comme le démontrent Day et Devlin, il comprend des organismes sans but lucratif ayant un statut officiel, de même qu'un éventail d'entités et d'activités informelles courantes. Toutefois, nous dépendons pour une large part des données gouvernementales concernant les organismes officiels.

B. Organismes sans but lucratif

Dans le cas des organismes sans but lucratif qui sont des organismes de bienfaisance enregistrés, il existe une source clé de données, à savoir le Registre national des organismes de bienfaisance, qui relève de la Division des organismes de bienfaisance de Revenu Canada. Outre les listes des organismes et les listes par sujet et par région géographique, il est possible de commander des tableaux personnalisés de données agrégées sur les recettes, les dépenses et d'autres données économiques, ainsi que sur le nombre de bénévoles et les heures de travail bénévole, le nombre d'employés et leur rémunération totale. Statistique Canada publie régulièrement des statistiques sur deux sous-secteurs des organismes sans but lucratif : les hôpitaux et les universités.

Le secteur est tellement fragmenté, qu'il n'existe pas de façon simple de dresser une liste de tous les organismes qui le constituent et, par conséquent, de faire enquête auprès de ces organismes. À cela vient s'ajouter le fait que la définition du secteur et des types d'organismes qui le constituent représente en soi une source de désaccord (Hirshhorn, 1997; Quarter, 1992). Dans le cadre de notre recherche, nous avons tenté de faire enquête auprès des organismes de bienfaisance en sollicitant la coopération de Revenu Canada, en vue de l'envoi par la poste d'un questionnaire à tous les organismes de bienfaisance enregistrés figurant dans les listes du ministère, une approche qui a été utilisée par le Centre canadien de

philanthropie (Sharpe, 1994). Malheureusement, le taux de réponses utilisables n'a été que de 6 % environ. On a eu recours à une autre approche, à savoir l'envoi par la poste d'une enquête à tous les membres de la Coalition des organisations nationales volontaires, l'organisme qui chapeaute tous les groupes bénévoles (Thayer-Scott, 1989). D'autres études ont mis l'accent sur les organismes figurant dans les listes de financement d'un ministère particulier (Rekart, 1995), ainsi que ceux situés dans une ville ou une région, comme ce fut le cas pour les études effectuées par les conseils de planification sociale d'Ottawa, de Toronto, de Calgary et de Vancouver.

Les organismes sans but lucratif qui dépassent les sphères des activités de bienfaisance et des services sociaux comportent peut-être des caractéristiques plus précises, et il est parfois plus facile d'en dresser la liste ou d'obtenir des renseignements détaillés à leur sujet. Par exemple, Jack Quarter (1992), qui a tenté de documenter l'économie sociale au Canada, a eu accès à des données sur les coopératives et les sociétés de crédit, à partir de la publication annuelle du gouvernement fédéral Répertoire des ressources des coopératives canadiennes, et à des données sur les coopératives de logement, auprès de la Fédération de l'habitation coopérative du Canada. Des données sur les fondations publiques et privées sont publiées dans le Répertoire canadien des fondations et organismes subventionnés par le Centre canadien de philanthropie, et des renseignements sur les associations figurent dans Associations Canada publié par Canadian Almanac & Directory. Les fondations comprennent les fondations publiques, par exemple, celles financées par les loteries provinciales, comme la Fondation Trillium de l'Ontario; des fondations privées établies par des familles riches; des fondations communautaires, qui deviennent de plus en plus actives dans plusieurs grandes villes canadiennes; des fondations d'entreprises, comme celle de Bombardier; et des fondations qui appuient des institutions particulières sans but lucratif comme les hôpitaux ou la Société d'aide à l'enfance.

Les associations sont des organismes sans but lucratif de secours mutuel qui servent leurs membres, comme des associations professionnelles, commerciales, corporatives et syndicales, de même que celles qui ont des intérêts académiques, publics ou sociaux, ou qui servent des fins sociales, comme la Légion canadienne et les clubs philanthropiques. Comme l'indique Quarter (1992: 83-6), nombre de ces organismes qui regroupent des membres sont des mouvements politiques et sociaux qui visent à servir d'autres personnes que leurs membres et qui, par conséquent, chevauchent les domaines des éléments du secteur des organismes voués aux services aux membres et au service du public. Ce groupe comprend les associations environnementales, pacifistes, de droits civils, féministes, et de sécurité, ainsi que celles qui

appuient et défendent des segments de la société, comme les personnes âgées. Comme la plupart d'entre elles ne sont pas des organismes de bienfaisance enregistrés, nous savons très peu de choses au sujet de leur composition. Le chevauchement entre cette catégorie et les nouvelles données de Revenu Canada concernant les organismes sans but lucratif autres que de bienfaisance qui doivent produire des formulaires T1044 n'est pas bien défini, même si de nombreuses sociétés sans but lucratif autres que de bienfaisance sont des organismes de services aux membres.

La plupart des musées et des établissements du patrimoine et de nombreux groupes et organismes culturels, théâtres et groupes des arts de la scène, ainsi que des groupes de sports et de loisirs amateurs sont des organismes sans but lucratif, dont certains figurent aussi parmi les organismes de bienfaisance, mais d'autres pas. Statistique Canada produit des données qui sont publiées annuellement sur les organismes culturels, les musées et les établissements du patrimoine[2], et le Conseil des arts du Canada produit des rapports occasionnels. En outre, dans le cadre de l'Enquête sociale générale de 1992, on a recueilli des données exhaustives sur la participation aux activités culturelles et sportives[3] sous diverses formes. Certaines églises disposent de renseignements au sujet de leurs membres, et des documents sont produits par le Conseil canadien des Églises, outre le Yearbook of American and Canadian Churches, qui est publié à Nashville. Le professeur Reginald Bibby (Université de Lethbridge) a effectué un certain nombre d'enquêtes au sujet des membres des églises, y compris l'enquête de 1994 sur les membres de l'Église unie, qui est publiée dans le rapport Unitrends.

---

[2] Des problèmes de terminologie continuent de se poser, étant donné que nombre de ces organismes ont le statut d'organisme de bienfaisance, même s'ils ne sont pas généralement perçus comme tels.

[3] Le ministère de la Citoyenneté, de la Culture et des Loisirs de l'Ontario a parrainé une enquête sur les bénévoles dans le domaine du sport, de l'activité physique et des loisirs, en 1994, mais nous n'avons pas été en mesure de trouver le rapport en découlant.

C. Gouvernements

a) Gouvernements comme sources de financement

i) Financement gouvernemental global des programmes sociaux

Les publications gouvernementales comprennent une gamme exhaustive de données annuelles agrégées sur les dépenses. Par exemple, le Budget des dépenses 1998-1999 du gouvernement fédéral comporte une ventilation entre les ministères et indique que le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration a versé des subventions d'environ 118 millions de dollars pour favoriser l'intégration des nouveaux arrivants. En théorie, les données déclarées, par exemple, celles concernant les dépenses, devraient pouvoir être comparées sur plusieurs années, afin de vérifier les tendances relatives aux dépenses. En pratique, la fréquence des changements qui touche les programmes et les ministères rendent une telle comparaison problématique. En fait, les données sur les dépenses fédérales qui figurent dans CANSIM, la principale base de données de Statistique Canada, comportent une mise en garde : « Étant donné les changements constants en législation, de règles et méthodes comptables et de conventions de matière de présentation d'états financiers, il est impossible de comparer des chiffres d'une année à l'autre. Chaque année financière devrait donc être examinée de façon indépendante. » Des données similaires sont disponibles au niveau provincial et les mêmes problèmes se posent. La province de l'Ontario publie maintenant ses comptes publics, y compris les dépenses totales annuelles au titre des services sociaux, dans sa page Internet (www.gov.on.ca). Les rapports du vérificateur général du Canada et des vérificateurs provinciaux comprennent à l'occasion des commentaires sur les modèles de dépenses. L'Annuaire du Canada présente des statistiques diverses, y compris certains renseignements sur l'emploi et les salaires dans le secteur des services sociaux. L'Annuaire du Canada 1997 comprend un tableau sur 10 ans des revenus et des dépenses consolidées des gouvernements fédéral, provinciaux, territoriaux et locaux, selon la catégorie, pour 1985-1986 à 1994-1995, ainsi que des totaux pour le gouvernement fédéral et pour toutes les provinces.

À titre d'exemple, dans le cadre de son étude Public Funds, Private Provision, (1995), Jacqueline Rekart a examiné les dépenses et les données sur les comptes publics publiées par le gouvernement de la Colombie-Britannique. Elle s'est rendu compte que les données publiées par un ministère seulement comportaient une distinction entre les services fournis directement par le ministère et

ceux fournis à contrat par des organismes du secteur sans but lucratif. Même dans le cas de ce ministère, elle a eu de la difficulté à démêler les données, du fait des changements de programmes et de responsabilités (page 64). Elle conclut que les données contextuelles nécessaires pour donner un sens aux données brutes et pour analyser les répercussions des politiques gouvernementales ne sont pas facilement accessibles.

ii) Financement des organismes sans but lucratif

Comme il est suggéré précédemment, la plupart des données sur le financement des services sociaux sont agrégées de telle façon que cela en réduit la valeur. Il est difficile de déterminer, à partir des données gouvernementales diffusées dans le public concernant le financement assuré par les ministères ou les niveaux de gouvernements, quelle proportion du financement va aux organismes sans but lucratif, et il est plus difficile encore de déterminer la part de ces revenus qui prend la forme de subventions, par opposition à des contrats pour la prestation de services particuliers.

b) Politique gouvernementale

Outre les rapports dans les médias sur la politique gouvernementale, deux sources relativement nouvelles sont disponibles. Certains ministères gouvernementaux affichent les avis de politiques, les modifications des dispositions fiscales et d'autres renseignements directement dans leurs sites Internet. Le site de Revenu Canada et les sites de la province de l'Ontario en sont deux bons exemples. Par ailleurs, un certain nombre d'organismes intermédiaires à l'intérieur du secteur publient des bulletins d'information qui comportent des mises à jour concernant les modifications des politiques et examinent les répercussions possibles ou réelles sur les organismes du secteur. Un certain nombre d'entre eux fournissent aussi des renseignements dans Internet.

c) Sources gouvernementales de données

L'inventaire figurant dans le présent rapport présente une liste de 14 fichiers sur le secteur comportant des données ou des analyses personnalisées disponibles dans le public. Toutes ces sources, sauf une, sont des sources gouvernementales. Seules les données tirées directement des fichiers d'impôt sont disponibles sans frais ou à un coût minime auprès de Revenu Canada; la plupart des données

découlant d'enquêtes ou du traitement de données administratives sont disponibles auprès de Statistique Canada, moyennant des frais.

Par ailleurs, nombre des enquêtes de Statistique Canada sont mises à la disposition des chercheurs universitaires, sans frais, dans le cadre de l'Initiative de démocratisation des données. L'index établi pour cette initiative se trouve à l'Université de l'Alberta (adresse : Search datalib.library.ualberta). Les demandes de renseignements peuvent être envoyées par la poste aux membres de l'Initiative de démocratisation des données (principalement des bibliothécaires d'université), à l'adresse suivante : CAPDU@majordomo.srv.ualberta.ca. Grâce à ce site Internet, de même que par l'entremise d'autres universités membres, on peut accéder à l'Institute for the Consortium on Political and Social Research (ICPSR) aux États-Unis.

D. Particuliers bénévoles

L'Enquête nationale de 1997 sur le don, le bénévolat et la participation, de même que l'Enquête sur le bénévolat réalisée en 1987 ont élargi considérablement la portée des données nationales représentatives sur les Canadiens qui font du bénévolat. Il est maintenant possible de comparer les caractéristiques du bénévolat en 1997 avec celles qui existaient il y a une décennie et, pour la première fois, d'établir un lien entre le don, le bénévolat et la participation à l'échelle nationale.

E. Particuliers donateurs

Les données fiscales annuelles des déclarations de revenu des particuliers constituent la principale source d'information sur les modèles nationaux de don. Les Canadiens peuvent déduire de leur revenu imposable les dons versés à des organismes de bienfaisance enregistrés, à condition de soumettre des reçus. Par conséquent, les données ne concernent que les dons qui ont été faits à des organismes de bienfaisance enregistrés, et uniquement pour lesquels des reçus ont été données, conservés et produits. Des comparaisons effectuées avec d'autres sources de renseignements sur les dons, par exemple, les données de l'Enquête nationale sur le don, le bénévolat et la participation ainsi que les données agrégées sur les dons fournies par la Division des organismes de bienfaisance enregistrés, font ressortir que seulement la moitié environ des dons donnant droit à des reçus d'impôt sont déclarés par les particuliers dans leur déclaration de revenu. Revenu Canada produit des tableaux normalisés (qui sont disponibles dans

son site Internet à l'adresse suivante : www.rc.gc.ca) indiquant le nombre total de dons et le montant total en dollars des dons alloués pour l'ensemble des déclarants ainsi que pour ceux qui ont demandé une déduction. Ils indiquent également le nombre et la valeur des dons pour différents groupes d'âge, tranches de revenu et provinces. À partir de cette source, Statistique Canada crée deux fichiers de données. Le fichier de données sur les donateurs de dons de bienfaisance permet aux chercheurs d'obtenir des tableaux personnalisés selon la région géographique, à un niveau de détail aussi petit que les codes postaux et les itinéraires de facteur, et de calculer la moyenne pour différents types de donateurs. Un bref sommaire est généralement publié dans Le Quotidien de Statistique Canada, chaque année, au moment de la diffusion de données pour la dernière année.

La Base de données administratives longitudinales est un fichier de données longitudinales plus complexe et exhaustif, qui est fondé sur le couplage des déclarations de revenu et des données du recensement pour les mêmes personnes et ménages. Il est possible d'obtenir des données au sujet de groupes de donateurs, dans lesquelles figurent des indications de la structure familiale et de la nature du revenu et de l'emploi, ainsi que des données permettant de suivre, au fil des ans, les effets sur les dons d'événements de la vie comme le divorce. Malheureusement, le coût fait en sorte qu'il est plutôt rare que l'on accède à cet ensemble de données.

Il existe une autre source d'information importante, mais peu utilisée, sur les donateurs canadiens, de même que sur leur revenu, leurs dépenses et leur mode de vie, à savoir l'Enquête sur les dépenses des familles (EDF) de Statistique Canada. Cette enquête biennale comporte des questions très détaillées sur toutes les dépenses des ménages, ainsi que sur des éléments comme le mode d'occupation du logement, les sources de revenu, l'avoir financier; ainsi que la profession et les contributions à des organismes de bienfaisance (religieux et autres), et les cadeaux à des membres de l'extérieur du ménage et autres cadeaux. Malheureusement, dans le catalogue publié, les dons aux organismes, les cadeaux et les paiements de soutien sont agrégés en une catégorie. Toutefois, on peut commander des totalisations ou des analyses personnalisées.

L'Enquête nationale de 1997 sur le don, le bénévolat et la participation constitue la première occasion d'obtenir, à faible coût, des renseignements de base significatifs sur les donateurs, afin de connaître leurs motivations, les expériences qu'ils ont connues dans leur enfance, leurs activités en matière de bénévolat et de participation et d'autres caractéristiques.

F. Soutien des entreprises au bénévolat et à l'action communautaire

La principale source d'information à ce sujet, et probablement la seule, est le Conference Board du Canada. Son Centre canadien des relations entre l'entreprise et la collectivité effectue à l'occasion des enquêtes auprès de ses membres. Les données sont utilisées pour produire des rapports à l'intention des membres et, à l'occasion, des chercheurs (Day et Devlin, 1997).

G. Dons de sociétés

Même si Revenu Canada prépare une base de données sur les sociétés qui font des demandes de déductions fiscales, comme c'est le cas pour les particuliers donateurs, aucune donnée n'est publiée à ce sujet. Revenu Canada met des données à la disposition des chercheurs, par suite d'ententes (Day et Devlin, 1997).

L'Enquête du Centre canadien des relations entre l'entreprise et la collectivité du Conference Board du Canada et des enquêtes effectuée auprès des organismes sont les principales sources d'information sur les dons des sociétés, mais leurs données ne sont pas accessibles pour le public.

H. Société canadienne

Le contenu de l'Enquête sociale générale, qui se tient sur une base annuelle à Statistique Canada, est repris par cycle, les sujets choisis, comme la victimisation, les amis et la famille ou l'emploi du temps, étant répétés tous les cinq ans, avec des variations. Cela permet de suivre l'évolution dans le temps de certains aspects de la dynamique sociale. Par exemple, une enquête sur l'emploi du temps a été menée en 1987 et en 1992, et encore une fois en 1999. Ces enquêtes permettront de comparer les mesures du temps consacré au bénévolat sur ces trois périodes, ainsi que de déterminer comment la dynamique familiale et les autres contraintes de temps influent sur le temps consacré au bénévolat. Un certain nombre des Enquêtes sociales générales, y compris l'Enquête sur l'emploi du temps et l'Enquête sur la famille et les amis, en 1990 et 1995, de même que le Recensement de 1996, comportaient des questions sur le travail non rémunéré et l'aide informelle. Même si ces enquêtes fournissent certains détails sur le type d'aide fournie à autrui, elles ne font généralement pas de distinction entre l'aide fournie aux membres de la famille et à

d'autres personnes. L'ESG de 1996 est la première enquête qui met l'accent sur l'aide et le soutien social, et elle comporte un ensemble particulièrement riche de renseignements sur l'aide informelle et le soutien social, ainsi que sur les réseaux sociaux. Cette enquête ne comporte pas de distinction entre l'aide fournie à l'extérieur du ménage et à l'intérieur du ménage. Comme nous l'avons indiqué précédemment, les Enquêtes sociales générales annuelles de Statistique Canada sont accessibles par l'entremise de certains sites de l'Initiative de démocratisation des données, sans frais, ainsi que directement auprès de Statistique Canada, moyennant des frais.

L'Enquête mondiale sur les valeurs (1981 et 1990) constitue une occasion unique de comparer le bénévolat au Canada avec celui dans d'autres pays, ainsi que d'examiner les tendances au niveau international. Dans le fichier de données, on identifie les bénévoles, de même que le type d'organisme pour lequel ils effectuent du bénévolat, les raisons qui les motivent et l'importance relative de chaque raison.

I. Collectivités

Des évaluations des besoins sociaux des collectivités ont été effectuées depuis un certain temps, généralement par des organismes communautaires ou des coalitions d'organismes qui unissent leurs efforts à cette fin. Les vérifications sociales les plus récentes visaient non seulement à déterminer les besoins, mais aussi à évaluer les capacités et les possibilités de projets communs, en vue de répondre aux besoins des collectivités, à partir des actifs de ces dernières. Les conseils de planification sociale dans un certain nombre de villes ont procédé à des vérifications communautaires, et plusieurs ont aussi effectué des enquêtes ou des études sur les organismes bénévoles de leur secteur de compétences. Les résultats sont généralement disponibles sous forme de rapports, et il semble impossible d'obtenir des fichiers de données pour l'analyse secondaire.

<u>Lacunes, enjeux et problèmes concernant les renseignements disponibles</u>

La présente étude a eu comme point de départ des discussions avec certains chercheurs et utilisateurs clés de l'information concernant le secteur au Canada, ainsi qu'un examen des documents spécialisés récents. Ces discussions et ces lectures nous ont alerté quant au nombre restreint de sources d'information auxquelles on peut généralement se fier, et nous ont sensibilisé au fait que les données

disponibles sont concentrées dans quelques domaines seulement. Il est tout naturel que les données essentielles, par exemple, celles concernant la gestion du secteur, soient mieux représentées, comme c'est le cas pour les études sur la contribution économique et la taille globale du secteur. Il existe une absence notable de données détaillées sur les contributions des entreprises, et il est difficile d'établir un lien entre les données agrégées existantes et le fonctionnement et les luttes de segments particuliers du secteur ou de collectivités particulières. Nous savons peu de choses au sujet de l'infrastructure qui relie ces organismes, ainsi que du rôle des organismes intermédiaires, des réseaux et des partenariats. Nous en savons peu aussi sur l'écologie des collectivités et sur la façon dont la mobilisation des organismes sans but lucratif contribue à unir les collectivités, afin qu'elles servent à l'expérimentation sociale et à l'innovation, ou encore à alerter l'opinion publique concernant les problèmes sociaux imminents, et parfois même à contrer ces problèmes.

Même si nous avons parlé avec plusieurs centaines d'informateurs, ceux-ci nous ont indiqué qu'ils ne dépendent que d'un nombre limité de sources d'information. Les données sur le secteur peuvent généralement être attribuées à quelques organismes clés, y compris Statistique Canada, Revenu Canada, Patrimoine canadien et le Centre canadien de philanthropie. Parmi les autres sources figurent les conseils de planification sociale de plusieurs villes, Bénévoles Canada, Volunteer Vancouver et le site Internet de Charity Village.

Certaines de ces institutions, comme Statistique Canada ou les organismes d'enquête, jouent un rôle central quant à la création des données; d'autres, comme le site Internet de Charity Village, se chargent de diffuser l'information. Un petit nombre seulement joue un rôle important dans l'ensemble des fonctions de création, d'analyse et de diffusion de l'information. Le Centre canadien de philanthropie a intensifié récemment sa participation à la diffusion en affichant dans son Internet un catalogue des initiatives de recherche en cours. Un certain nombre de rapports utiles ont été produits et mis en commun grâce à des conférences et des publications.

Ce qui manque, et ce que nous souhaitons pouvoir trouver, c'est un bassin de fichiers de données du domaine public qui aurait pu être produit pour un organisme et qui a été mis ou pourrait être mis à la disposition d'autres chercheurs pour procéder à des analyses plus poussées. À l'heure actuelle, une organisation est généralement à l'origine d'une enquête ou d'une étude donnée, à laquelle d'autres organismes peuvent participer, mais il est rare que l'on ait un objectif ou un programme de recherche combiné. Et ce qui importe encore davantage, c'est que le secteur n'établit pas de bases de données utiles

comparables au fil des ans, auxquelles les chercheurs auraient accès gratuitement, et sur lesquelles on pourrait compter si de nouvelles questions ou de nouveaux problèmes se posaient. Chaque fois qu'il faut résoudre un problème stratégique ou une question de recherche, on reprend probablement tout du début et on effectue une étude ponctuelle.

En 1997, les Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques ont convoqué une table ronde sur le projet de recherche sur le secteur des organismes sans but lucratif. Dans *The Emerging Sector*, un compte rendu des discussions de la table ronde, Judith Maxwell s'inquiète qu'on en sache peu au sujet de la taille, de la complexité ou de la diversité des activités encadrées ou informelles du secteur. Les discussions en table ronde ont eu comme thème commun le besoin pressant de poursuivre l'élaboration des données et la recherche. Elles ont aussi permis de souligner qu'il convient d'examiner qui devrait payer pour obtenir les renseignements nécessaires ou qui paiera dans les faits. Il est de plus en plus probable que les données gouvernementales ne seront disponibles que selon la formule du paiement par l'usager, et que les pressions exercées sur Revenu Canada pour qu'il accentue ses exigences en matière de production d'information pour les organismes de bienfaisance enregistrés pourraient augmenter le fardeau de ces organismes et drainer des ressources rares. Ce n'est que grâce à une conviction largement partagée que les données du domaine public sont importantes, ainsi que par un engagement quant à une vision commune concernant la création et la distribution de ces données, que l'on pourra briser le moule actuel d'individualisme des organisations.

Sources

Day, Kathleen, et Rose Anne Devlin, 1997. The Canadian Nonprofit Sector. Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques.

Dekker, Paul et Andries van den Broek. 1998. « Civil Society in Comparative Perspective: Involvement in Voluntary Associations in North America and Western Europe » Voluntas: 9.1.

Frank, Jeffrey et Stephen Milhorean. « Qui sont les donateurs des organismes de bienfaisance? » Tendances sociales canadiennes. Hiver 1996.

Hirshhorn, R. 1997. The Emerging Sector. Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques.

Horsfall, Sally et coll. 1997. Maintenir une société civique : l'action bénévole en Ontario. Rapport du Conseil consultatif du bénévolat. Imprimeur de la Reine pour l'Ontario.

Lucaciu, Daniela. 1992. « Les dons de bienfaisance », Tendance sociales canadiennes. Été 1992.

Multiculturalism et Citizenship Canada, Direction du soutien aux organismes volontaires. 1991. Donations to Registered Charities: Revenue Canada Taxation Data for 1986 and 1987.

Revenu Canada. 1998. Statistique sur l'impôt des particuliers, statistiques provisoires pour l'année d'imposition 1996.

Conseil de planification sociale d'Ottawa-Carleton. 1998. Doing Less with Less: Report on the 1997 Community Agency Survey.

Sharpe, David. 1994. A Portrait of Canada's Charities. Centre canadien de philanthropie.

Statistique Canada. 1996. Dépenses des familles au Canada.

Statistique Canada. 1996. La statistique annuelle des hôpitaux.

Statistique Canada. Travail non rémunéré des ménages : Mesure et évaluation.

Inventaire des fichiers de données publiques concernant le secteur des organismes sans but lucratif

FICHIERS DE DONNÉES PUBLIQUES CONCERNANT LE SECTEUR DES ORGANISMES SANS BUT LUCRATIF

A. IDENTIFICATION :

TITRE :	**Enquête sociale générale de 1989 – Études et travail (Cycle 4)**
DATE :	1989
COMMANDITAIRE :	Statistique Canada
GESTIONNAIRE D'ENQUÊTE :	Statistique Canada
EMPLACEMENT :	Statistique Canada
PERSONNE-RESSOURCE :	Statistique Canada, Division de la statistique sociale, du logement et des familles, Diffusion et services à la clientèle, *(613) 951-5979*
DISPONIBILITÉ :	*750 $* pour le fichier de données à grande diffusion
FORMAT :	Fichier plat ASCII ou SAS
SUPPORT :	Support électronique ou imprimé (fichier de microdonnées, publications, totalisations spéciales)
ANALYSES PERSONNALISÉES :	Des tableaux et des analyses personnalisés peuvent être commandés

B. TAILLE DE L'ÉCHANTILLON ET PLAN D'ÉCHANTILLONNAGE

POPULATION :	Représentative de la population adulte au pays âgée de *15* ans et plus, dans des ménages privés des 10 provinces
TAILLE DU FICHIER :	10 000 personnes
PLAN D'ÉCHANTILLONNAGE :	Échantillon probabiliste représentatif transversal à plusieurs degrés
MÉTHODE :	Interviews par téléphone (assistées par ordinateur)

C. CONTENU

PRINCIPAUX DOMAINES DE CONTENU CONCERNANT LE SECTEUR DES ORGANISMES SANS BUT LUCRATIF

Le contenu de base de ce cycle de l'ESG porte sur les tendances à long terme en matière d'études et d'emploi, comme l'utilisation de l'ordinateur et l'apprentissage continu, et non pas sur les enjeux du secteur des organismes sans but lucratif, comme les heures de bénévolat. Toutefois, dans la première version du cycle sur les études et le travail, un ensemble de questions pertinentes se trouvent à la rubrique organisme. On a demandé aux répondants s'ils participaient à l'un ou l'autre des types d'associations suivants :

- de bienfaisance, de service ou bénévole;
- de quartier, communautaire ou scolaire;
- religieuse;
- sociale, culturelle ou ethnique;
- sportive ou athlétique;
- d'intérêt public (p. ex., paix, environnement);
- commerciale, professionnelle ou liée au travail.

On a demandé aux personnes qui appartenaient à chaque type d'organisation combien d'heures par mois elles consacraient à cette activité en moyenne.

Par ailleurs, on a demandé aux répondants s'ils appartenaient à un syndicat et, le cas échéant, le temps qu'ils consacraient aux activités syndicales. On a demandé aux personnes à la retraite qui disaient profiter davantage de la vie depuis leur retraite la principale raison de cet état de fait : davantage de temps libre, davantage de voyages, davantage de temps avec la famille, davantage de temps pour les activités de bénévolat.

AUTRES SUJETS :

On a posé des questions différentes aux personnes selon qu'elles étaient aux études, qu'elles travaillaient, qu'elles étaient en chômage ou à la retraite.

D. ANALYSES PUBLIÉES

Deux documents de Statistique Canada ont été publiés et portent sur le travail dans le secteur des services et en informatique, mais ne comprennent aucune donnée découlant des questions sur la participation à des organismes.

FICHIERS DE DONNÉES PUBLIQUES CONCERNANT LE SECTEUR DES ORGANISMES SANS BUT LUCRATIF

A. IDENTIFICATION :

TITRE :	**Enquête sociale générale de 1990 — Famille et amis (Cycle 5)**
DATE :	1990
COMMANDITAIRE :	Statistique Canada
GESTIONNAIRE D'ENQUÊTE :	Statistique Canada
EMPLACEMENT :	Statistique Canada
PERSONNE-RESSOURCE :	Statistique Canada, Division de la statistique sociale, du logement et des familles, Diffusion et services à la clientèle, (613) 951-5979
DISPONIBILITÉ :	750 $ pour le fichier de données à grande diffusion
FORMAT :	Fichier plat *ASCII*; *SAS* ou SPSS sur demande
SUPPORT :	Fichier de données électronique sur disquette ou sur CD-ROM
ANALYSES PERSONNALISÉES :	Des tableaux et des analyses personnalisés peuvent être obtenus moyennant des frais.

B. TAILLE DE L'ÉCHANTILLON ET PLAN D'ÉCHANTILLONNAGE

POPULATION :	Représentative de la population adulte au pays âgée de 15 ans et plus, dans des ménages privés des 10 provinces
TAILLE DU FICHIER :	*13 500* personnes
PLAN D'ÉCHANTILLONNAGE :	Échantillonnage probabiliste représentatif transversal à plusieurs degrés
MÉTHODE :	Interviews par téléphone (assistées par ordinateur)

C. CONTENU :

PRINCIPAUX DOMAINES DE CONTENU CONCERNANT LE SECTEUR DES ORGANISMES SANS BUT LUCRATIF

Cette enquête comprend des données considérables sur l'aide informelle, particulièrement le nombre de fois que des particuliers ont fourni des services non rémunérés à divers membres de leur famille ou à la paroisse, l'école ou d'autres organisations. On a demandé aux personnes si elles effectuaient des travaux ménagers et d'entretien ou offraient des services de transport à des personnes de l'extérieur de leur domicile, sans être rémunérées et à quelle fréquence; la fréquence de l'aide fournie à : un fils; une fille; un parent; un frère ou une sœur; un autre membre de la famille; un ami; une église; une école; un organisme/autre; si ces personnes avaient fait du bénévolat; combien de fois elles avaient fait du bénévolat; les diverses formes d'aide fournie et reçue. Cela permet l'examen du rapport qui existe entre l'aide informelle, l'aide fournie par l'entremise d'une organisation, l'aide fournie à une paroisse, de même que des facteurs contextuels comme la satisfaction à l'égard de l'équilibre entre le travail et la vie familiale ou les relations qui existent entre ces éléments.

AUTRES SUJETS :

Fréquence à laquelle des personnes ont reçu de l'aide de divers membres de la famille ou en ont reçu.

Liens avec la famille et les amis.

D. ANALYSES PUBLIÉES :

Statistique Canada. La famille et les amis. Août 1994. (Série analytique de l'ESG, nº 11-612F au catalogue, nº 9) (40 $ Can /48 $ US)

FICHIERS DE DONNÉES PUBLIQUES CONCERNANT LE SECTEUR DES ORGANISMES SANS BUT LUCRATIF

A. IDENTIFICATION

TITRE : **Enquête sociale générale de 1992 — Emploi du temps (Cycle 7)**

DATE : 1992

COMMANDITAIRE : Statistique Canada

EMPLACEMENT : Statistique Canada; emplacements de l'Initiative de démocratisation des données

PERSONNE-RESSOURCE : Statistique Canada, Division de la statistique sociale, du logement et des familles, Diffusion et services à la clientèle, (613) *951-5979*

DISPONIBILITÉ : Fichier de données à grande diffusion au coût de *750 $*

FORMAT : Fichier plat *ASCII*; *SAS* ou SPSS sur demande

SUPPORT : Support électronique ou imprimé (fichier de microdonnées, publications, totalisations spéciales)

ANALYSES PERSONNALISÉES : Des totalisations personnalisées peuvent être commandées.

B. TAILLE DE L'ÉCHANTILLON ET PLAN D'ÉCHANTILLONNAGE :

POPULATION : Représentative de la population adulte au pays âgée de 15 ans et plus, dans des ménages privés des 10 provinces

TAILLE DU FICHIER : *10 000*

PLAN D'ÉCHANTILLONNAGE : Échantillonnage probabiliste représentatif transversal à plusieurs degrés

MÉTHODE : Interviews par téléphone (assistées par ordinateur)

C. CONTENU

PRINCIPAUX DOMAINES DE CONTENU CONCERNANT LE SECTEUR DES ORGANISMES SANS BUT LUCRATIF

L'Enquête sociale générale est une bonne source d'information sur les divers types d'aide informelle fournie, ainsi que sur le temps consacré au bénévolat, et elle permet d'examiner les effets des autres contraintes de temps et événements de la vie qui influent sur le temps consacré aux activités d'aide informelle.

Parmi les variables figurent les suivantes : heures consacrées à fournir les types d'aide suivants : écrire des lettres, remplir des formulaires ou résoudre des problèmes; travailler à une entreprise ou à une exploitation agricole; fournir des soins personnels à une personne malade ou handicapée; fournir de l'aide pour les déplacements, le transport ou le magasinage; s'occuper des enfants de quelqu'un d'autre; effectuer de l'entretien ménager ou des réparations; fournir d'autres types d'aide non rémunérée et de travail bénévole. Les répercussions des diverses caractéristiques sociodémographiques peuvent être déterminées.

AUTRES SUJETS :

Emploi, horaire de travail, activités éducatives, culturelles et récréatives

D. ANALYSES PUBLIÉES

Frederick, Judith. Comparaison des résultats de l'Enquête sociale générale sur l'emploi du temps - 1986 et 1992 Document de travail nº 11 de Statistique Canada, décembre 1993

Paille, Bernie. 1994. Estimation du temps consacré aux activités productives non rémunérées au Canada, 1992: évaluation des données de l'Enquête sociale générale. Document de travail nº 10 de l'Enquête sociale générale, Statistique Canada

Frederick, Judith. Au fil des heures... l'emploi du temps des Canadiens, nº 89-544E au catalogue, Statistique Canada

FICHIERS DE DONNÉES PUBLIQUES CONCERNANT LE SECTEUR DES ORGANISMES SANS BUT LUCRATIF

A. IDENTIFICATION

TITRE :	**Enquête sociale générale de 1994 — Études, travail et retraite (Cycle 9)**
DATE :	1994
COMMANDITAIRE :	Statistique Canada et Santé Canada.
GESTIONNAIRE D'ENQUÊTE :	Statistique Canada
EMPLACEMENT :	Statistique Canada
PERSONNE-RESSOURCE :	Statistique Canada, Division de la statistique sociale, du logement et, des familles, Diffusion et services à la clientèle, *(613) 951-5979*
DISPONIBILITÉ :	*1 500 $* pour le fichier de données à grande diffusion
FORMAT :	Fichier plat *ASCII* ou *SAS*
SUPPORT :	Support électronique ou imprimé (fichier de microdonnées, publications, totalisations spéciales)
DONNÉES PERSONNALISÉES :	Des analyses et des tableaux personnalisés peuvent être commandés.

B. TAILLE DE L'ÉCHANTILLON ET PLAN D'ÉCHANTILLONNAGE :

POPULATION :	Représentative de la population adulte au pays âgée de 15 ans et plus, dans des ménages privés des 10 provinces
TAILLE DU FICHIER :	*11 500* personnes (10 000 dans l'échantillon principal et 1 500 répondants additionnels âgés de 55 à *74* ans)
PLAN D'ÉCHANTILLONNAGE :	Échantillonnage probabiliste représentatif transversal à plusieurs degrés
MÉTHODE :	Interviews par téléphone (assistées par ordinateur)

C. CONTENU

PRINCIPAUX DOMAINES DE CONTENU CONCERNANT LE SECTEUR DES ORGANISMES SANS BUT LUCRATIF

Ce cycle de l'ESG reprend les questions « de base » du cycle 4 de l'enquête de 1989 sur le même sujet, mais pas les questions « ciblées » sur les organismes pour lesquels les personnes ont effectué du bénévolat. C'est donc dire que seulement deux questions subsistent au sujet du bénévolat. Une d'entre celles porte sur le nombre d'heures de bénévolat effectuées au cours des sept jours précédents, et l'autre est destinée aux personnes à la retraite qui disent profiter davantage de la vie. On leur a demandé si cela venait principalement du fait : qu'elles avaient davantage de temps libre, qu'elles voyageaient davantage, qu'elles consacraient plus de temps à leur famille, ou qu'elles avaient plus de temps pour les activités bénévoles. Étant donné que ces questions sur la participation à des organismes de divers types ne sont pas reprises, il n'est pas possible de mettre à jour l'information sur le bénévolat et la participation découlant du cycle 4 de l'Enquête sociale générale de 1989.

AUTRES SUJETS :

On a posé des questions différentes aux personnes selon qu'elles poursuivaient des études, travaillaient, étaient en chômage ou à la retraite. Dans le cas des personnes à la retraite, ce cycle met l'accent sur les emplois occupés depuis la retraite, les raisons du retour sur le marché du travail et les conditions de travail.

D. ANALYSES PUBLIÉES

FICHIERS DE DONNÉES PUBLIQUES CONCERNANT LE SECTEUR DES ORGANISMES SANS BUT LUCRATIF

A. IDENTIFICATION

TITRE : **Enquête sociale générale de 1996 — Entraide et soutien social (Cycle 11)**

DATE : 1996

COMMANDITAIRE : Statistique Canada et Santé Canada

GESTIONNAIRE D'ENQUÊTE : Statistique Canada

EMPLACEMENT : Statistique Canada

PERSONNE-RESSOURCE : Statistique Canada, Division de la statistique sociale, du logement et des familles, Diffusion et services à la clientèle, *(613) 951-5979*

DISPONIBILITÉ : *1 600 $* Can pour le fichier de données à grande diffusion disponible en *1999*

FORMAT : Fichier plat *ASCII*, ou versions *SAS* ou SPSS sur demande

SUPPORT : Fichier de données électronique sur disquette ou sur CD-ROM

ANALYSES PERSONNALISÉES : Une fois les données disponibles, les chercheurs pourront commander des tableaux et des analyses personnalisés moyennant des frais.

B. TAILLE DE L'ÉCHANTILLON ET PLAN D'ÉCHANTILLONNAGE :

POPULATION : Représentative de la population adulte au pays âgée de 15 ans et plus, dans des ménages privés des 10 provinces

TAILLE DU FICHIER : *10 000* personnes

PLAN D'ÉCHANTILLONNAGE : Échantillonnage probabiliste représentatif transversal à plusieurs degrés

MÉTHODE : Interviews par téléphone (assistées par ordinateur)

C. CONTENU

PRINCIPAUX DOMAINES DE CONTENU CONCERNANT LE SECTEUR DES ORGANISMES SANS BUT LUCRATIF

Il existe une mine de nouveaux renseignements sur l'aide informelle et le soutien social donnés et reçus. On a sélectionné des répondants qui avaient fourni ou reçu de l'aide. L'accent est mis sur l'aide fournie ou reçue au cours de « *périodes de difficulté* temporaires », comme la grossesse ou la maladie, ou encore en raison de problèmes de santé ou de limitations physiques à long terme. Les données indiquent si l'aide a été fournie à quelqu'un à l'intérieur ou à l'extérieur du ménage. Les questions portent sur les réseaux sociaux de ceux qui fournissent l'aide et de ceux qui la reçoivent, et comportent une indication de la nature et de la fréquence de l'aide fournie et reçue, des besoins qui ne sont pas comblés et des raisons pour lesquelles ils ne le sont pas. L'enquête comprend aussi certaines données sur le soutien donné aux fournisseurs de soins par des organismes. Par exemple, une question sert à déterminer si l'aide a été fournie par un organisme public, un organisme privé ou un organisme sans but lucratif. D'autres questions portent aussi sur les motivations et les frustrations liées à l'aide fournie.

AUTRES SUJETS :

On a demandé à ceux qui reçoivent et qui fournissent de l'aide des renseignements au sujet de leurs activités rémunérées et non rémunérées, des indicateurs de santé les concernant et des données démographiques.

D. ANALYSES PUBLIÉES

FICHIERS DE DONNÉES PUBLIQUES CONCERNANT LE SECTEUR DES ORGANISMES SANS BUT LUCRATIF

A. IDENTIFICATION

TITRE :	**Enquête sociale générale de 1998 — Emploi du temps (Cycle 12)**
DATE :	1998-1999
COMMANDITAIRE :	Statistique Canada
GESTIONNAIRE D'ENQUÊTE :	Statistique Canada
EMPLACEMENT :	Statistique Canada
PERSONNE-RESSOURCE :	Statistique Canada, Division de la statistique sociale, du logement et des familles, Diffusion et services à la clientèle, *(613) 951-5979*
DISPONIBILITÉ :	1 600 $ pour le fichier de données à grande diffusion disponible en 1999
FORMAT :	Fichier plat ASCII; versions SAS ou SPSS sur demande
SUPPORT :	Fichier de données électronique sur disquette ou sur CD-ROM
ANALYSES PERSONNALISÉES :	Une fois les données disponibles, les chercheurs pourront commander des tableaux et des analyses personnalisées moyennant des frais.

B. TAILLE DE L'ÉCHANTILLON ET PLAN D'ÉCHANTILLONNAGE :

POPULATION :	Représentative de la population adulte au pays âgée de 15 ans et plus, dans des ménages privés des 10 provinces
TAILLE DU FICHIER :	*10 000* personnes
PLAN D'ÉCHANTILLONNAGE :	Échantillonnage probabiliste représentatif transversal à plusieurs degrés
MÉTHODE :	Interviews par téléphone (assistées par ordinateur)

C. CONTENU

PRINCIPAUX DOMAINES DE CONTENU CONCERNANT LE SECTEUR DES ORGANISMES SANS BUT LUCRATIF

Il s'agit d'une reprise du sujet abordé dans l'Enquête sociale générale de 1992 (Cycle 7), avec de nombreuses questions similaires sur les différents types d'aide informelle fournie, ainsi que sur le temps consacré au bénévolat. Cela permet l'analyse des effets d'autres contraintes de temps et événements de la vie sur le temps consacré aux activités d'aide informelle. Toutefois, cette version de l'enquête sur l'emploi du temps comporte aussi des questions sur différents types de bénévolat encadré. De façon plus particulière, elle fournit des renseignements sur le nombre de personnes qui ont effectué du bénévolat par l'entremise d'un groupe ou d'une organisation et sur la nature de leurs activités : levée de fonds, information, organisation d'activités, travail administratif ou participation à un conseil ou à un comité, aide, livraison de nourriture ou de marchandises, entretien, lutte contre les incendies et services similaires, ou autres activités.

Il existe une autre différence importante par rapport à l'Enquête de 1992, celle-ci comportant une distinction entre la garde des enfants et le travail non rémunéré similaire effectué pour un membre de la famille ou pour quelqu'un d'autre, tandis que l'enquête de 1998 ne comporte pas de telle distinction.

AUTRES SUJETS :

Emploi, horaire de travail, activités éducatives, culturelles et récréatives

D. ANALYSES PUBLIÉES

FICHIERS DE DONNÉES PUBLIQUES CONCERNANT LE SECTEUR DES ORGANISMES SANS BUT LUCRATIF

A. IDENTIFICATION

TITRE :	**Enquête nationale sur la santé de la population**
DATE :	Biennale depuis 1994-1995
COMMANDITAIRE :	Statistique Canada
GESTIONNAIRE D'ENQUÊTE :	Statistique Canada
EMPLACEMENT :	Statistique Canada; aussi disponible dans le cadre de l'Initiative de démocratisation des données dans les universités partout au Canada
PERSONNE-RESSOURCE :	Section des services personnalisés à la clientèle, Division de la statistique de la santé, Statistique Canada, (613) 951-1746
DISPONIBILITÉ :	Fichiers de microdonnées à grande diffusion découlant des fichiers transversaux et longitudinaux des cycles 1 (1994-1995) et 2 (1996-1997), tant pour les composantes des ménages que des établissements de soins de santé
FORMAT :	Fichier plat ASCII
SUPPORT :	Les données sur les ménages du cycle 1 sont disponibles sur disquette ou sur CD-ROM. Les données sur les établissements du cycle 1 sont disponibles sur disquette seulement. Les données du cycle 2 sont disponibles sur CD-ROM seulement.
ANALYSES PERSONNALISÉES :	Totalisations personnalisées à partir des deux cycles et des deux composantes; frais minimum pour ce service : 350 $

B. TAILLE DE L'ÉCHANTILLON ET PLAN D'ÉCHANTILLONNAGE :

POPULATION :	Les populations cibles sont les suivantes : 1) résidents des ménages dans toutes les provinces, sauf les populations des réserves indiennes, des bases des Forces canadiennes et de certaines régions éloignées en Ontario et au Québec; 2) résidents à long terme (plus de six mois) des établissemenrs de soins de santé comportant quatre lits ou plus dans toutes les provinces (sauf les territoires); 3) population du Nord, y compris les résidents des ménages des territoires, sauf les populations des réserves indiennes, des bases des Forces canadiennes et de certaines régions éloignées des territoires.

TAILLE DU FICHIER : L'échantillon des ménages du cycle 1 comprend 27 263 ménages, dont 88,7 % ont accepté de participer; au total, on a obtenu des réponses aux questions approfondies sur la santé de 17 626 répondants. Parmi eux, 17 626 étaient admissibles à une nouvelle interview au cycle 2 et 15 670 ont fourni des renseignements complets. Pour l'aspect transversal seulement, des répondants additionnels ont fait l'objet d'une enquête au cycle 2, ce qui a permis de recueillir des réponses approfondies sur la santé auprès de 81 804 personnes au total.

En ce qui a trait à la composante des établissements, environ 230 établissements de santé ont été sélectionnés de façon aléatoire à partir des listes provinciales des hôpitaux et des établissements de soins de longue durée, et on a tiré un échantillon de 2 444 résidents à long terme.

PLAN D'ÉCHANTILLONNAGE : Les composantes des ménages et des territoires prévoient la collecte de la plupart des données auprès d'un membre du ménage choisi de façon aléatoire, mais on recueille aussi des données démographiques et socioéconomiques et des données de base en matière de santé pour tous les autres membres du ménage.

MÉTHODE : Interviews assistées par ordinateur. Les interviews du cycle 1 ont principalement été effectuées en personne dans les logements sélectionnés. Les données des cycles subséquents ont été recueillies principalement par téléphone. Les personnes comprises dans le panel longitudinal feront l'objet d'une nouvelle interview d'ici 20 ans.

C. CONTENU

Deux aspects des données de l'ENSP présentent un intérêt pour le secteur sans but lucratif et le secteur bénévole. Il s'agit tout d'abord des réponses aux trois questions de la section sur le soutien social : « Êtes-vous membres d'un organisme ou d'une association à but non lucratif comme une association scolaire, un groupe confessionnel, un centre communautaire, une association ethnique, un club social, un regroupement de citoyens ou une société fraternelle? » (SSC6_1); « Combien de fois avez-vous assisté aux réunions, aux activités de ces groupes au cours des 12 derniers mois? Si vous êtes membres de plus d'un organisme, pensez à celui dans lequel vous êtes le(la) plus actif(ve). » Les réponses possibles étaient les suivantes : « au moins une fois par semaine; au moins une fois par mois; au moins trois ou quatre fois par année; au moins une fois par année; jamais » (SSC6_2); et « Au cours des 12 derniers mois, sans compter les occasions spéciales (comme les mariages, funérailles ou baptêmes), combien de fois avez-vous assisté à un service religieux ou à une cérémonie du culte? », avec les mêmes options de réponse que pour la question précédente (SSC6_2A).

Le deuxième secteur d'intérêt a trait aux soins aux personnes âgées, tant à la maison que dans des établissements. Même si l'ENSP ne comporte pas de données sur les soins à la maison, ni sur l'aide informelle, il est possible d'analyser les soins à la maison fournis par le gouvernement en combinant des données socioéconomiques et démographiques et des données sur l'état de santé de l'enquête auprès des ménages. Une comparaison des données sur les ménages avec les réponses des résidents d'établissements permet d'analyser les compromis entre les soins en établissement et les soins à domicile.

D. ANALYSES PUBLIÉES/

Pour des renseignements généraux au sujet de l'ENSP, voir :

- Tamblay J.L et Catlin G., « Plan d'échantillonnage de l'Enquête nationale sur la santé de la population », *Rapports sur la santé*, 1995, 7(1), pages 29-38 (nº 82-003 au catalogue de Statistique Canada)
- Swain, Larry, Gary Catlin et Marie P. Beaudet, « Enquête nationale sur la santé de la population — Une enquête longitudinale », *Rapports sur la santé*, 1999, 10 (4), pages 69-82 (nº 82-003 au catalogue de Statistique Canada)
- *Aperçu de l'Enquête nationale sur la santé de la population*, 1994-95 et idem, 1996-1997 (nº 82-567 au catalogue de Statistique Canada, disponible sur papier ou téléchargeable à partir du site Internet de Statistique Canada)
- *Enquête nationale sur la santé de la population - Renseignements généraux et liste des produits et services*, nº 82F0068XIE au catalogue de Statistique Canada

Les deux analyses publiées sur les soins aux personnes âgées à partir des données de l'ENSP sont les suivantes :

- Wilkins, Kathryn et Marie P. Beaudet, « Modifications du soutien social et recours aux services de soins à domicile chez les personnes âgées », *Rapports sur la santé, 11* (4), pages 39-47 (nº 82-003 au catalogue de Statistique Canada)
- Trottier, Helen, Laurent Martel, Christian Houle, Jean-Marie Bertholet et Jacques Legare, « Vieillir chez soi ou en établissement : À quoi cela tient-il? », *Rapports sur la santé, 11* (4), pages 49-61 (nº 82-003 au catalogue de Statistique Canada)

FICHIERS DE DONNÉES PUBLIQUES CONCERNANT LE SECTEUR DES ORGANISMES SANS BUT LUCRATIF

A. IDENTIFICATION

TITRE :	**Enquête sur le bénévolat**
DATE :	1987
COMMANDITAIRE :	Statistique Canada
GESTIONNAIRE	Statistique Canada
D'ENQUÊTE :	Statistique Canada
EMPLACEMENT :	Statistique Canada, Division de la statistique du revenu, Section des services de diffusion, (613) 951-7355 ou (888) 297-7355
DISPONIBILITÉ :	Un fichier de données à grande diffusion est disponible.
FORMAT :	Fichier plat ASCII
SUPPORT :	Fichier de données électronique sur disquette ou sur CD-ROM
ANALYSES PERSONNALISÉES :	Des tableaux et des analyses personnalisés peuvent être commandés moyennant des frais.

B. TAILLE DE L'ÉCHANTILLON ET PLAN D'ÉCHANTILLONNAGE :

POPULATION :	Représentative de la population adulte au pays âgée de 15 ans et plus, dans des ménages privés des 10 provinces
TAILLE DU FICHIER :	11 000 bénévoles et 15 000 non-bénévoles
PLAN D'ÉCHANTILLONNAGE :	Représentatif de la population adulte au pays âgée de 15 ans et plus, dans des ménages privés des 10 provinces
MÉTHODE	Par la poste

C. CONTENU

PRINCIPAUX DOMAINES DE CONTENU CONCERNANT LE SECTEUR DES ORGANISMES SANS BUT LUCRATIF

Il s'agit de la première grande enquête nationale sur les bénévoles au Canada. Les données au sujet des bénévoles et de leurs rapports avec les organismes figurent dans le **Fichier des bénévoles.** L'enquête comporte 10 questions au sujet des motivations et des préoccupations des bénévoles, ainsi que 23 questions au sujet des rapports qu'ont les bénévoles avec les organismes pour lesquels ils font du bénévolat, jusqu'à concurrence de trois. Pour plusieurs indicateurs, on peut comparer les données avec celles de l'Enquête nationale de 1997 sur le don, le bénévolat et la participation.

AUTRES SUJETS :

Un fichier de données appelé le **Fichier des personnes** comprend les réponses au questionnaire de filtrage. Ce questionnaire administré par téléphone en octobre 1997 à 37 426 répondants a permis de déterminer les non-bénévoles, les bénévoles et les personnes qui ont cessé de faire du bénévolat; les raisons pour lesquelles elles ont cessé leurs activités; des questions sur l'aide informelle — fournie à qui et pourquoi; ainsi que sur la santé et les activités. Un couplage avec l'Enquête sur la population active pourrait permettre d'obtenir de nombreuses caractéristiques du point de vue de l'emploi.

Le **Fichier des organismes** comprend toutes les données concernant les 19 500 organismes identifiés par les 11 000 bénévoles. C'est donc dire qu'une personne qui fait du bénévolat pour deux organismes aura fourni les mêmes caractéristiques pour les deux. Des totalisations personnalisées des données peuvent être commandées pour des groupes d'organismes dans le domaine de la santé ou du droit, ou encore pour des sous-groupes, notamment ceux qui s'occupent de problèmes particuliers de santé ou des contrevenants. Par ailleurs, des codes bénéficiaire/client ont été utilisés pour déterminer les caractéristiques du point de vue de l'âge et du sexe ainsi que les caractéristiques sociales des bénéficiaires des organismes. Une liste de ces trois catégories figure dans le guide d'utilisation de l'enquête. Toutes les données sur les organismes sont assujetties à des limites au moment de la diffusion lorsque l'échantillon est trop restreint, ce qui pourrait compromettre la confidentialité.

D. ANALYSES PUBLIÉES

Secrétariat d'État du gouvernement fédéral : Série de profils sur certains sujets comme : l'emploi et la scolarité des bénévoles; les jeunes, les personnes âgées et les femmes comme bénévoles; le bénévolat informel, les bénévoles selon la province et la catégorie d'organisme. (Certains de ces documents sont épuisés). Personne-ressource : Don McRae, 994-5445, Section du soutien aux organismes volontaires, Citoyenneté et Programme d'identité canadienne, Patrimoine canadien

Statistique Canada : Donner sans compter : Les bénévoles au Canada (épuisé, mais disponible à la bibliothèque de Statistique Canada

Ross, David et Richard Shillington : Un profil des bénévoles tiré de l'Enquête nationale sur le bénévolat

FICHIERS DE DONNÉES PUBLIQUES CONCERNANT LE SECTEUR DES ORGANISMES SANS BUT LUCRATIF

A. IDENTIFICATION

TITRE :	**Enquête nationale sur le don, le bénévolat et la participation**
DATE :	1997
COMMANDITAIRE :	Consortium de l'enquête nationale (Centre canadien de philanthropie, Patrimoine canadien, Santé Canada, Développement des ressources humaines Canada, Initiative de recherche sur le secteur à but non lucratif de la Fondation Kahanoff, Statistique Canada et Bénévoles Canada)
GESTIONNAIRE D'ENQUÊTE :	Statistique Canada
EMPLACEMENT :	Statistique Canada
PERSONNE-RESSOURCE :	Statistique Canada, Division de la statistique du revenu, Section des services de diffusion, *(613) 951-7355* ou *(888) 297-7355*
DISPONIBILITÉ :	*1 600 $* pour le fichier de données à grande diffusion
FORMAT :	Fichier plat *ASCII*
SUPPORT :	Fichier de données électronique sur disquette ou sur CD-ROM
ANALYSES PERSONNALISÉES :	Des tableaux et des analyses personnalisés peuvent être commandés moyennant des frais.

B. TAILLE DE L'ÉCHANTILLON ET PLAN D'ÉCHANTILLONNAGE :

POPULATION :	Représentative de la population adulte au pays âgée de *15* ans et plus, dans des ménages privés des 10 provinces

TAILLE DU FICHIER :	*35 787* ménages avec un répondant dans chacun; dont *19 274* bénévoles ou donateurs à des organismes de bienfaisance
PLAN D'ÉCHANTILLONNAGE :	Échantillonnage probabiliste représentatif transversal à plusieurs degrés. Cette enquête est un supplément de l'Enquête sur la population active de novembre 1997.
MÉTHODE :	Interviews par téléphone (assistées par ordinateur)

C. CONTENU

PRINCIPAUX DOMAINES DE CONTENU CONCERNANT LE SECTEUR DES ORGANISMES SANS BUT LUCRATIF

Il s'agit de la première grande enquête nationale axée sur le don, le bénévolat et la participation, de même que de la première enquête permettant d'évaluer les liens qui existent entre ces trois comportements. Les sujets couverts comprennent les suivants : dons encadrés et informels; bénévolat encadré et activités bénévoles non encadrées; organismes soutenus par les bénévoles; motivations du bénévolat; avantages; soutien de l'employeur; raisons qui limitent le temps de bénévolat; participation sociale et communautaire; motivations; expériences de jeunesse; attitudes; situation sociale et économique des jeunes.

AUTRES SUJETS :

Variables courantes de classifications socioéconomique

Il est aussi possible de commander des totalisations qui comportent un lien entre ces données et celles de l'Enquête sur la population active. Des analyses personnalisées peuvent être commandées pour des groupes d'organismes dans le domaine de la santé ou du droit, et pour des sous-groupes, notamment ceux qui s'occupent de problèmes particuliers de santé ou des contrevenants. Les dons et le bénévolat peuvent faire l'objet d'un suivi selon le type d'organisme. Toutes les données sur les organismes sont assujetties à des limites au moment de la diffusion lorsque l'échantillon est trop restreint, ce qui pourrait compromettre la confidentialité.

D. ANALYSES PUBLIÉES

Hall, M., T. Knighton, P. Reed, P. Bussiere, D. McRae et P. Bowen. Canadiens dévoués, Canadiens engagés : Points saillants de l'Enquête nationale de 1997 sur le don, le bénévolat et la participation. Ottawa : Statistique Canada. (nº *71-542* au catalogue)

FICHIERS DE DONNÉES PUBLIQUES CONCERNANT LE SECTEUR DES ORGANISMES SANS BUT LUCRATIF

A. IDENTIFICATION

TITRE :	**Enquête sur les dépenses des familles** (Appelée Enquête sur les dépenses des ménages après 1997)
DATE :	Biennale depuis 1953
COMMANDITAIRE :	Statistique Canada
GESTIONNAIRE D'ENQUÊTE :	Statistique Canada
EMPLACEMENT :	Statistique Canada, certains emplacements de l'Initiative de démocratisation des données, y compris l'Université Carleton
PERSONNE-RESSOURCE :	Statistique Canada, Division de la statistique du revenu, Section des services de diffusion (613) 951-7355 ou (888) 297-7355
DISPONIBILITÉ :	Fichier de microdonnées à grande diffusion disponible. Données pour 1996 disponibles en 1998. Le fichier le plus récent coûte 3 000 $; les données pour les années précédentes coûtent 1 500 $.
FORMAT :	Fichier plat ASCII
SUPPORT :	Fichier de données électronique sur disquette
ANALYSES PERSONNALISÉES :	Disponibles. Des tableaux fondés sur l'une ou l'autre des questions peuvent être commandés moyennant des frais. La plupart des indicateurs clés figurent toutefois dans le fichier de microdonnées à grande diffusion.

B. TAILLE DE L'ÉCHANTILLON ET PLAN D'ÉCHANTILLONNAGE :

POPULATION :	Ménages (des données sont recueillies au sujet des dépenses totales du ménage)
TAILLE DU FICHIER :	16 000
PLAN D'ÉCHANTILLONNAGE :	Échantillon d'enquête directement représentatif et transversal
MÉTHODE :	Interviews par téléphone (assistées par ordinateur)

C. CONTENU

PRINCIPAUX DOMAINES DE CONTENU CONCERNANT LE SECTEUR DES ORGANISMES SANS BUT LUCRATIF

Les questions clés portent notamment sur les dépenses au titre des cadeaux ou des paiements de soutien aux personnes qui n'appartiennent pas au ménage : l'argent donné à des personnes à l'intérieur et à l'extérieur du Canada; d'autres cadeaux. On pose aussi des questions sur les montants qui ont été versés comme contribution à des : organismes religieux/autres organismes de bienfaisance.

Les dons de bienfaisance peuvent être comparés entre eux et avec les dépenses totales du ménage, ainsi que diverses variables socioéconomiques comme : le mode d'occupation du logement (propriété du domicile); les revenus de divers types et le revenu total; l'argent en banque; l'avoir financier; la profession, les semaines de travail; l'année d'arrivée des immigrants; le pays de naissance; la composition du ménage.

Des données sont disponibles pour les grandes villes et pour les provinces.

Les données de cette enquête sont utilisées pour la compilation de l'Indice des prix à la consommation.

D. ANALYSES PUBLIÉES

Statistique Canada. Les dépenses des familles au Canada. N° 62-555-XPB au catalogue. Tableaux normalisés et quelques brefs articles d'analyse sont publiés avec environ deux ans de retard. Les numéros à venir pourraient s'intituler : Dépenses des ménages au Canada, en raison du nouveau nom de l'enquête.

FICHIERS DE DONNÉES PUBLIQUES CONCERNANT LE SECTEUR DES ORGANISMES SANS BUT LUCRATIF

A. IDENTIFICATION

TITRE :	**Dons de bienfaisance**
DATE :	Données annuelles depuis 1990. Les données sont créées à partir des dossiers fiscaux annuels, avec environ deux ans de retard.
COMMANDITAIRE :	Statistique Canada
GESTIONNAIRE D'ENQUÊTE :	Statistique Canada
EMPLACEMENT :	Statistique Canada
PERSONNE-RESSOURCE :	Division des données régionales et administratives, (613) 951-9720
DISPONIBILITÉ :	Des échantillons de tableaux sont disponibles sur papier sans frais. Des tableaux uniformisés sont disponibles, moyennant des frais; voir les détails ci-dessous. La disponibilité est sujette à un accord de licence, comme le précise le guide de l'utilisateur.
FORMAT :	Les données sont offertes dans un fichier plat ASCII, mais tous les efforts sont déployés pour fournir les fichiers de données dans le format précisé par le client.
SUPPORT :	Fichier de données électronique sur disquette
ANALYSES PERSONNALISÉES :	Des tableaux pour la province, la municipalité ou une autre région géographique peuvent être commandés, moyennant des frais.

B. TAILLE DE L'ÉCHANTILLON ET PLAN D'ÉCHANTILLONNAGE :

POPULATION :	Nationale, toutes les personnes qui produisent des déclarations de revenu pour une année donnée et qui déclarent des dons de bienfaisance déductibles d'impôt sont entrées dans la base de données des déclarants. La base de données des donateurs est créée à partir de la ligne 340 des déclarations de revenu des Canadiens fournies par Revenu Canada.
TAILLE DU FICHIER :	En 1995, on comptait environ neuf millions de déclarations de revenu et cinq millions de donateurs déclarés.

PUBLICATIONS ÉLECTRONIQUES DISPONIBLES À

www.statcan.ca

PLAN D'ÉCHANTILLONNAGE : Les données représentent un dénombrement direct à partir des dossiers fiscaux. Des données complètes sont disponibles pour tous les déclarants. Des données sont supprimées toutes les fois que la confidentialité pourrait être compromise.

MÉTHODE : Les données sont tirées des déclarations de revenu chaque année.

C. CONTENU

Il s'agit de la principale source d'information sur les dons de bienfaisance au Canada. Les données rendent compte du nombre de donateurs et du montant moyen des dons selon la catégorie d'âge, la catégorie de revenu, le sexe et la région géographique. Des données peuvent être commandés pour 12 niveaux géographiques différents : national, provincial, municipal, routes rurales, codes postaux et itinéraires des facteurs. Diverses totalisations croisées de ces variables sont possibles, par exemple, pour la catégorie de revenu et la catégorie d'âge pour les grandes villes.

Il y a deux tableaux uniformisés. Le tableau 1 présente le nombre de déclarants et de donateurs, l'âge moyen, les dons moyens par catégorie d'âge, les dons totaux, les dons médians et le revenu médian des donateurs. Le tableau 2 présente la majorité de ces données réparties selon le sexe et le groupe d'âge. À titre d'indication, pour les données de 1995, le coût pour un tableau pour le Manitoba serait de 500 $; pour l'Ontario, un tableau coûterait 4 160 $.

NOTA : Ces données sont tirées directement des dossiers fiscaux et ne sont pas vérifiées. Ne sont inclus que les déclarants qui conservent des reçus et déclarent leurs dons, uniquement à des organismes de bienfaisance enregistrés et quelques autres organismes. Des dons peuvent être versés une année, mais déclarés pour l'une ou l'autre des cinq années suivantes. Par ailleurs, il convient de souligner que des comparaisons seront effectuées au fil des ans, selon les divers changements qui touchent la population qui produit des déclarations de revenu, et plus particulièrement, un changement apporté en 1994 au seuil de crédits d'impôt pour les dons de bienfaisance.

D. ANALYSES PUBLIÉES

Les dons totaux et médians pour les provinces et des groupes de déclarants sont présentés chaque année dans Le Quotidien de Statistique Canada.

Jeffrey Frank et Stephen Mihorean, « Qui sont les donateurs des organismes de bienfaisance? » Tendances sociales canadiennes. Hiver 1996. N° 11-008-XPE au catalogue de Statistique Canada. Les données sur les dons de bienfaisance sont combinées aux données sur les familles.

Daniela Lucaclu, « Les dons de bienfaisance » Tendances sociales canadiennes. Été 1992. N° 11-008-XPE au catalogue de Statistique Canada.

Centre canadien de philanthropie : « Donations : The Role of Age and Income (Données de 1991), Research Bulletin 1.2; et « The Ten-Year Trend in Individual Donations : 1984-1994 » Research Bulletin 2.5. Les deux documents sont disponibles dans le site Internet, à l'adresse suivante : www.ccp.ca/information/documents.

FICHIERS DE DONNÉES PUBLIQUES CONCERNANT LE SECTEUR DES ORGANISMES SANS BUT LUCRATIF

A. IDENTIFICATION

TITRE :	**Base de données administratives longitudinales**
DATE :	Annuelle; données créées à partir des dossiers fiscaux annuels, avec un retard d'environ deux ans
COMMANDITAIRE :	Statistique Canada
GESTIONNAIRE D'ENQUÊTE :	Statistique Canada a créé une base de données longitudinales à partir des déclarations de revenu T1 des particuliers fournies par Revenu Canada. La base de revenu qui en résulte est le fichier T1 élargi (T1FF).
EMPLACEMENT :	Statistique Canada
PERSONNE-RESSOURCE :	Division des données régionales et administratives, (613) 951-9720.
DISPONIBILITÉ :	On ne peut accéder directement aux données réelles. Toutefois, le fichier de données a été conçu comme un outil de recherche, et la Division des données régionales et administratives collaborera avec les utilisateurs pour déterminer leurs besoins et produire des tableaux sous forme imprimé ou électronique, ainsi que pour interpréter les données. Les données sont disponibles sous réserve d'un accord de licence, comme le précise le guide de l'utilisateur.
FORMAT	Les tableaux sont offerts dans un fichier plat ASCII, mais tous les efforts sont déployés pour les fichiers de données fournis dans le format précisé par le client.
SUPPORT :	Tableaux électroniques ou sur papier
ANALYSES PERSONNALISÉES :	Disponibles; les données longitudinales commencent à 2 000 $, mais une fois qu'un tableau est formaté, les coûts pour les années additionnelles pourraient être de 200 $ seulement. environ par année.

B. TAILLE DE L'ÉCHANTILLON ET PLAN D'ÉCHANTILLONNAGE :

POPULATION : Un échantillon représentatif au niveau national de toutes les personnes comprises dans le TIFF (fichier T1 élargi) qui ont un NAS. Cette population est un peu plus importante que la population de tous les déclarants (du fait qu'elle inclut leurs conjoints et leurs enfants).

TAILLE DU FICHIER : L'échantillon de la DAL pour 1994 était supérieur à deux millions, soit environ 10 % de tous les déclarants.

PLAN D'ÉCHANTILLONNAGE : La banque de données administratives longitudinales a été créée à partir du fichier T1 élargi en 1982. Les personnes demeurent dans l'échantillon pendant plusieurs années, tant qu'elles continuent de produire des déclarations de revenu, et de nouveaux déclarants s'ajoutent chaque année. Des familles de recensement sont constituées à partir des données que les déclarants fournissent au sujet de leurs conjoints et de leurs personnes à charge, qui constituent le FICHIER T1 élargi. À partir de ceci, un échantillon longitudinal est élaboré chaque année, au fur et à mesure que les données deviennent disponibles.

MÉTHODE : Les données tirées des déclarations de revenu chaque année.

C. CONTENU

PRINCIPAUX DOMAINES DE CONTENU CONCERNANT LE SECTEUR DES ORGANISMES SANS BUT LUCRATIF

Cette base de données peut enrichir de façon significative les données disponibles à partir de la base de données des donateurs qui est souvent achetée par les chercheurs. D'autres données sur la structure de la famille, la structure du revenu et d'autres renseignements de la déclaration de revenu pourraient être ajoutées aux variables disponibles dans la base de données des dons de bienfaisance (voir la référence ci-jointe). Par ailleurs, les changements concernant les donateurs peuvent être examinés pour une période significative, étant donné que des données ont été recueillies depuis 1982 au sujet des mêmes personnes, à condition que ces dernières aient continué de produire une déclaration de revenu. La période couverte permet maintenant une étude des événements de la vie, par exemple, les effets de l'arrivée d'enfants ou de la retraite.

D. ANALYSES PUBLIÉES

On n'a trouvé aucune publication sur les dons. Toutefois, Statistique Canada nous a informé que des chercheurs ont examiné des changements au fil des ans, comme la dynamique du faible revenu et le cas des femmes chefs de familles monoparentales qui sortent d'une situation de faible revenu.

FICHIERS DE DONNÉES PUBLIQUES CONCERNANT LE SECTEUR DES ORGANISMES SANS BUT LUCRATIF

A. IDENTIFICATION

TITRE :	**Registre national des organismes de bienfaisance**
DATE :	Annuel
COMMANDITAIRE :	
GESTIONNAIRE D'ENQUÊTE :	Agence des douanes et du revenu du Canada
EMPLACEMENT :	Agence des douanes et du revenu du Canada
PERSONNE-RESSOURCE :	Division des organismes de bienfaisance, *(800) 267-2384*
DISPONIBILITÉ :	Le fichier de données peut être commandé au coût d'environ 500 $.
FORMAT :	Fichier plat ASCII
SUPPORT :	Le fichier de données électronique est disponible sur disquette.
ANALYSES PERSONNALISÉES :	Des données électroniques ou des tableaux personnalisés sont disponibles. On doit en faire la demande par écrit.

B. TAILLE DE L'ÉCHANTILLON ET PLAN D'ÉCHANTILLONNAGE :

POPULATION :	Tous les organismes de bienfaisance canadiens enregistrés qui produisent une déclaration de revenu pour une année donnée.
TAILLE DU FICHIER :	En *1998*, environ *76 000* organismes de bienfaisance étaient enregistrés.
PLAN D'ÉCHANTILLONNAGE :	Chaque année, les données sont tirées du formulaire T3010, Déclarations de renseignements des organismes de bienfaisance enregistrés.
MÉTHODE :	Les données sont tirées des déclarations de revenu chaque année.

C. CONTENU

PRINCIPAUX DOMAINES DE CONTENU CONCERNANT LE SECTEUR DES ORGANISMES SANS BUT LUCRATIF

Des tableaux peuvent être commandés, afin d'avoir une idée des 25 organismes ayant les revenus les plus élevés dans une région ou un domaine particulier, par exemple, ou pour calculer des revenus moyens ou fragmentés, ou encore des revenus de sources particulières, comme les dons ou les frais, ou encore pour estimer les tendances touchant les revenus ou les revenus selon la source ou d'autres activités économiques. La déclaration T130 comprend aussi des renseignements au sujet de l'actif, du passif, des salaires versés, des heures de bénévolat et des dons des particuliers, des sociétés et d'autres sources.

Les définitions de Revenu Canada sont fournies dans un guide de l'utilisateur.
Les organismes de bienfaisance sont répartis par secteur : religieux; prestations communautaires; bien-être; santé; éducation et autres.

NOTA : Les chercheurs ont documenté de nombreux problèmes concernant ces données essentielles, par exemple : les organismes de bienfaisance ne sont classés que dans une catégorie, même si ils ont des activités dans plusieurs domaines; la catégorie à laquelle ils appartiennent est celle qu'ils précisent au moment de s'enregistrer; les fondations sont incluses avec les autres organismes de bienfaisance, ce qui pourrait faire en sorte que l'on compte deux fois les sommes qui sont obtenues par leur entremise; plus de la moitié de la principale catégorie de fournisseurs de services, les organismes de bien-être, figurent dans la catégorie « Autres ». Par ailleurs, de nombreux organismes de bienfaisance ne fournissent pas toutes les données; certains ne produisent pas de déclaration régulièrement; et nombre d'entre eux fournissent des données qui comportent des erreurs de calcul. (Voir les annexes dans Sharpe, 1994, et dans Day et Devlin, 1997).

D. ANALYSES PUBLIÉES

Day, Kathleen et Rose Anne Devlin, 1997 The Canadian Nonprofit Sector. Otttawa : RCRPP, (disponible chez Renouf)

Sharpe, D. 1994. A Portrait of Canada's Charities: The size, scope, and financing of registered charities. Toronto : Centre canadien de philanthropie

FICHIERS DE DONNÉES PUBLIQUES CONCERNANT LE SECTEUR DES ORGANISMES SANS BUT LUCRATIF

A. IDENTIFICATION

TITRE :	**Statistiques sur l'impôt des particuliers**
DATE :	Annuelles, avec un retard d'environ deux ans
COMMANDITAIRE :	
GESTIONNAIRE D'ENQUÊTE :	L'Agence des douanes et du revenu du Canada publie des tableaux imprimés sur une base annuelle, à partir des déclarations de revenu T1 de tous les particuliers au Canada.
EMPLACEMENT :	L'Agence des douanes et du revenu du Canada produit des tableaux imprimés et les diffuse dans son site Internet : www.rc.gc.ca/pts/.
PERSONNE-RESSOURCE :	Division de la statistique, (613) 957-7387
DISPONIBILITÉ :	Des tableaux courants et personnalisés sont disponibles.
FORMAT :	
SUPPORT :	Les tableaux sont disponibles sous forme de publications, dans le site Internet ou sur disquette. Les fichiers de données sur disquette sont séparés par des virgules, dans une matrice sans en-tête. Le coût d'une disquette est de 27 $.
ANALYSES PERSONNALISÉES :	Des données personnalisées, y compris des données selon le secteur de recensement, peuvent être commandées auprès de Revenu Canada. Toutefois, en général, Revenu Canada ne diffuse pas les données sur les dons de bienfaisance. Il les fournit à Statistique Canada, qui produit le fichier des dons de bienfaisance, à partir duquel des tableaux personnalisés peuvent être commandés moyennant des frais.

B. TAILLE DE L'ÉCHANTILLON ET PLAN D'ÉCHANTILLONNAGE :

POPULATION :	Tous les particuliers qui produisent une déclaration de revenu au Canada.
TAILLE DU FICHIER :	350 000
PLAN D'ÉCHANTILLONNAGE :	Un échantillon de *350 000* est créé en divisant l'ensemble de la population qui produit des déclarations de revenu T1 des particuliers pour une année donnée en 1 050 niveaux socioéconomiques, selon le revenu, le lieu de résidence et d'autres facteurs. Des échantillons ont été tirés de chaque catégorie.

MÉTHODE :

C. CONTENU

PRINCIPAUX DOMAINES DE CONTENU CONCERNANT LE SECTEUR DES ORGANISMES SANS BUT LUCRATIF

À partir des tableaux, on peut déterminer le nombre de dons et le montant total des dons alloués pour tous les déclarants, ainsi que pour diverses sous-catégories, par exemple : sexe, groupe d'âge; province et territoire; catégorie de revenu.

AUTRES SUJETS :

D. ANALYSES PUBLIÉES

Day, Kathleen et Rose Anne Devlin, The Canadian Nonprofit Sector. Ottawa : Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques, disponible chez Renouf

FICHIERS DE DONNÉES PUBLIQUES CONCERNANT LE SECTEUR DES ORGANISMES SANS BUT LUCRATIF

A. IDENTIFICATION

TITRE :	**Enquête mondiale sur les valeurs**
DATE :	1981-1984; 1990-1993 La plupart des enquêtes nationales ont été effectuées en 1981 et 1990; certains pays ont procédé à leurs enquêtes plus tard. Pour le Canada : 1981 (mois non précisé pour la première vague) 1990 mai-juin
COMMANDITAIRE :	Les enquêtes de chaque pays sont commanditées par divers commanditaires institutionnels.
GESTIONNAIRE D'ENQUÊTE :	Différent pour chaque pays; le réseau Gallup a effectué le travail sur le terrain dans la plupart des pays. Canada : Gallup Canada (Toronto). Un ou plusieurs responsables principaux de l'enquête ont représenté chaque pays au sein du World Values Study Group. Pour le Canada, les responsables principaux étaient Neil Nevitte, Université de Toronto, et Ronald Inglehart, Université du Michigan.
EMPLACEMENT :	La version de l'ICPSR du fichier de données est produite et distribuée par l'Inter-University Consortium for Political and Social Research (ICPSR) de Ann Arbor au Michigan (adresse électronique : www.icpsr.umich.edu). Certaines universités canadiennes sont membres du consortium et peuvent fournir les données à leurs enseignants et leurs étudiants. Par ailleurs, certaines questions, variables compilées et données pour les pays européens sont disponibles dans le site Internet Zeus : http://zeus.mzes.uni-mannheim.de/news
PERSONNE-RESSOURCE :	On peut entrer en rapport avec le principal chercheur au Canada, Neil Nevitte, par l'entremise du département de sciences politiques de l'Université de Toronto : n° de téléphone : *(416) 978-6298;* n° de télécopieur : *(416) 978-5566;* courrier électronique : nnevitte@chass.utoronto.ca./. Pour des renseignements sur la disponibilité pour les membres du corps professoral et les étudiants de l'Université Carleton, il faut entrer en rapport avec l'archiviste de données de l'université, Wendy Watson, www.carletoij.ca/-ssd.ata/. Pour obtenir les noms des personnes-ressources des autres emplacements de l'Initiative de démocratisation des données, voir l'adresse suivante : datalib.ualberta.ca.

DISPONIBILITÉ : La version ICPSR du fichier de données est produite et distribuée par l'Inter-University Consortium for Political and Social Research (ICPSR) de Ann Arbor au Michigan (adresse électronique : -8v.cpsrsumich.edu. Voir aussi la liste des personnes-ressources des universités membres du consortium figurant ci-dessus.

FORMAT : Longueur d'article logique et ordres de définition des données en SAS et SPSS (379 variables). Documentation en Word 5.0 de Microsoft compris dans la disquette.

SUPPORT : Différents supports peuvent être obtenus de diverses sources; l'ICPSR peut envoyer le fichier par FTP ou fournir une disquette.

ANALYSES PERSONNALISÉES : On ne peut accéder qu'au fichier de données électronique; il n'y a pas de tableaux imprimés, ni d'analyses personnalisées.

B. TAILLE DE L'ÉCHANTILLON ET PLAN D'ÉCHANTILLONNAGE :

POPULATION : Représentative de la population adulte âgée de 18 ans et plus, dans des ménages privés des dix provinces

TAILLE DU FICHIER : Canada: 1 250 (1981); 1 700 (1990)

PLAN D'ÉCHANTILLONNAGE : Échantillonnage aléatoire stratifié à plusieurs degrés et sélection aléatoire des emplacements d'échantillonnages et des personnes

MÉTHODE : Interviews en personne

C. CONTENU

Entre 1990 et 1993, 43 pays, représentant environ 70 % de la population mondiale, ont participé à une version élargie de l'Enquête sur les valeurs élaborées par European Values Study Group. On peut comparer les réponses des populations des divers pays pour la plupart des variables. Par ailleurs, les réponses à de nombreuses questions, qui ont été reprises dans les deux vagues de l'enquête, peuvent être comparées pour les 22 pays qui ont fait participé à l'enquête en 1981 et 1990, y compris le Canada. La collecte des données vise à permettre des comparaisons des valeurs et des normes entre les pays, dans une gamme variée de domaines, ainsi qu'à suivre les changements qui touchent les valeurs et les attitudes du public dans de nombreux pays.

PRINCIPAUX DOMAINES DE CONTENU CONCERNANT LE SECTEUR DES ORTGANISMES SANS BUT LUCRATIF

On a demandé aux répondants s'ils appartenaient à l'un ou l'autre des organismes figurant dans une liste et s'ils accomplissaient du travail bénévole non rémunéré pour l'un ou l'autre de ces organismes. La liste comportait 15 catégories d'organismes, y compris des organismes de bien-être social et d'action communautaire. On a par la suite demandé aux répondants si diverses raisons avaient influé sur leur participation. Parmi les 14 raisons indiquées figurait : la solidarité, la compassion, l'expérience utile, la contribution à la société et les changements sociaux. Une mesure de l'importance est disponible pour chaque raison. Ces raisons peuvent être liées au type d'organisme, ainsi qu'à d'autres indicateurs d'enquête, par exemple, le nombre d'organismes pour lesquels une personne avait fait du bénévolat, des variables sociodémographiques et d'autres attitudes et activités.

AUTRES SUJETS :

Parmi les grands sujets abordés figurent les suivants : le travail; le sens et le but de la vie, les enjeux liés à la vie familiale et sociale. Les répondants indiquent l'importance qu'ont diverses valeurs et activités dans leur vie; font état de leur niveau de satisfaction et de leur perception du travail, de leur emploi, des questions politiques et de leur confiance à l'égard des institutions. Parmi les autres variables qui pourraient être examinées au point de vue de leur rapport avec le bénévolat figurent les suivantes : pourquoi les gens vivent dans le besoin; les raisons de choisir un emploi; les croyances; l'éducation religieuse; la façon dont la religion aide à vivre; les valeurs et les décisions morales; l'appartenance politique; la structure de la famille; les rapports avec le conjoint; et les valeurs autres que matérialistes.

D. ANALYSES PUBLIÉES

Les analyses l'école abondent et une liste préliminaire de plus de 20 figurent dans la disquette. Parmi les principaux travaux ayant une portée internationale ou canadienne figurent les suivants :

Ronald Inglehart, Neil Nevitte and Miguel Basanez. Cultural Change in North America? Closer Economic, Political and Cultural Ties between the United States, Canada and Mexico, à paraître

Neil Nevitte. The Decline of Deference. Toronto: Broadview Press, 1996

Ron Inglehart. Culture Shift in Advanced Industrial Society. Princeton, New Jersey: Princeton University Press, 1996